

Monsieur le Directeur Académique,

Lundi soir, le Président de la République annonçait la prolongation du confinement jusqu'au 11 mai prochain. Et "en même temps" (une expression qui lui est chère), la réouverture progressive des crèches, écoles, collèges et lycées.

Monsieur le Directeur Académique, nous sommes en colère, et surtout, nous sommes très inquiets. Le Président a dit que "l'objectif premier demeure la santé de tous les Français".

Comment comprendre alors qu'on prévoie de rouvrir les écoles alors que les universités, restaurants et cinémas resteront fermés ? Nous ne savons comment exprimer notre étonnement et notre incrédulité quant à une telle annonce, quand on sait que les écoles et les transports en commun sont les endroits les plus propices et critiques en ce qui concerne la circulation du virus et qu'il n'est pas possible de faire respecter les gestes barrière à des enfants qui sont de plus des porteurs asymptomatiques.

Nous ne sommes pas dupes et il n'y a selon nous qu'une lecture possible de ces annonces : le confinement n'était là que pour pallier au manque de lits de réanimation en France, pour tenter de masquer l'état de délabrement de l'hôpital public, dont le démantèlement a été savamment organisé ces dernières années. Pour éviter à l'Etat de porter la responsabilité des morts qui n'auraient pas pu être accueillis à l'hôpital.

Comme le reconnaissait notre ministre en interview, cette reprise viserait à permettre aux parents de reprendre le travail et serait donc au service de l'économie, répondant à l'appel du MEDEF qui n'a de cesse de vouloir dévoyer le droit du travail, au plus mal depuis la promulgation de la loi d'urgence sanitaire.

Les Français n'ont plus confiance en leurs dirigeants, qui ont une nouvelle fois fait preuve de leur amateurisme en faisant des annonces avant même de savoir comment on pourrait s'y prendre, afin avant tout de rassurer les marchés financiers.

Suite à l'intervention du Président, des enseignants nous ont fait part de leurs angoisses, et des personnels hospitaliers nous ont demandé "de ne pas nous laisser faire pour la reprise de l'école". Une collègue enseignante nous a envoyé le message suivant : « Si à l'école, on arrive à limiter la propagation du Covid comme on arrive à limiter la propagation des poux, il ne faut pas s'attendre à une deuxième vague mais à un tsunami ». A méditer...

En prévision de la réouverture des écoles, nous exigeons fermement que toutes les mesures utiles et nécessaires à la protection absolue et sans faille des personnels soient prises dès maintenant : tests sérologiques, 2 paires de gants par jour, du gel hydroalcoolique en quantité suffisante et 2 masques FFP2 par jour, puisqu'il semblerait finalement, à notre grande surprise, que les masques puissent être utiles pour se protéger.

Les enseignants n'aspirent pas à devenir des héros de la nation et nous ne laisserons pas l'Etat les envoyer au casse pipe. Nous n'hésiterons pas à appeler à des droits de retrait massifs partout où des mesures de protection suffisantes n'auraient pas été prises.

Toute contraction du Covid par un enseignant après le confinement fera l'objet d'une demande d'accident de service, qui permettra la prise en charge sans carence de tous les soins liés au virus mais aussi ceux liés à la convalescence et aux pathologies futures. La colère des personnels est immense, ce n'est pas le moment d'en rajouter

Pour en revenir au CTSD de ce jour, nous souhaiterions commencer par saluer, Monsieur le Directeur Académique, le respect de vos engagements sur l'audio conférence, tout comme nous saluons les efforts qui ont été faits depuis le début de la crise sanitaire sur le dialogue social.

Au sujet de la carte scolaire, notre département a reçu une dotation exceptionnelle de 56 postes. Bien sûr, nous nous en réjouissons, mais une fois de plus, nous ne sommes pas dupes. Ce sont des mesures exceptionnelles pour calmer les esprits, suite notamment au scandale de l'hôpital, pour tenter de faire oublier la politique d'austérité en place depuis des années dans notre pays.

Nous demandons que les postes créés soient occupés par des fonctionnaires.

Nous approuvons la volonté d'utiliser la dotation par des ouvertures de postes devant élèves. Reste cependant le problème du manque de remplaçants dans le département.

Nous dénonçons le fait que les maires en milieu rural aient eu à se positionner au sujet des fermetures dans leurs communes, les opposant ainsi à l'administration.

"Le monde d'après ne sera pas comme le monde d'avant", entend-on dire un peu partout. Si notre expérience de citoyens et de militants syndicaux nous empêche de prendre pour argent comptant de telles résolutions, nous en partageons néanmoins le dessein. Un monde basé sur la marchandisation de toute activité humaine, sur la recherche effrénée de profit de quelques-uns aux dépens de tous les autres fait in situ la démonstration non seulement de son inefficacité en temps de crise, mais aussi de sa haute nocivité.

Le "monde d'après" ne peut, ne doit nous propulser encore plus loin, encore plus vite, sur la voie qui nous a menés du désastre, et nous sommes déterminés à y rester vigilants.